

6 Juin 1848.

Prix : 5 centimes.

1^{re} année. N° 6.

ABONNEMENT.

Paris : 18 fr. — 9 fr. — 4 fr. 50.

Dép. : 30 — 15 — 7 50.

Rue du Bouloi, 26.

LE TOCSIN



COMITÉ DE RÉDACTION.

Emile Barrault.

F. Delente, ouvrier.

Affranchir.

DES TRAVAILLEURS.

PARIS, 5 JUIN.

PROCLAMATION DU MAIRE DE PARIS.

« Mes chers amis, dit patelinement le maire de Paris aux travailleurs, vos groupes obstruent la voix publique, paralysent le commerce et empêchent le travail de reprendre. Rentrez donc chez vous, ou je serai contraint de vous disperser par la force armée, le tout par amour pour vous. Sans l'ordre, il n'y a ni commerce, ni travail; donc, l'ordre public avant tout, mes très chers amis. »

Ne croyez-vous pas voir un gros chat à l'air benin, renfoncé dans sa fourrure, qui se dispose à jeter la griffe en avant et fait patte de velours? Ce jeu est connu, la griffe perce.

Oui, citoyen Marrast, les rassemblements populaires vous irritent, parce qu'on n'y chante ni les louanges du pouvoir, ni les vôtres.

Vous êtes d'avis que la République est à l'Hôtel-de-Ville avec vous, et le peuple qui n'a pas vos yeux déclare qu'elle est à Vincennes. Le peuple crie *vive Barbès*, et danse la carmagnole autour des feux de joie où pétillent les listes de candidats que vous protégez. Voilà tout le mal que font les rassemblements populaires; si c'est un crime, c'est celui des gens du pouvoir.

Qu'avez-vous fait depuis trois mois dans l'intérêt des masses? Le peuple n'a-t-il pas le droit d'être mécontent et de le dire? Et vous prétendez le bâillonner, le chasser de la rue à coups de bayonnette? Il vous est donc plus facile de faire de la répression que du gouvernement, d'être un gendarme qu'un organisateur? Rédacteur du *National*, vous tournez furieusement au Guizot!

Est-ce donc pour copier le gouvernement déchu que vous l'avez attaqué? Vous accusez Louis-Philippe de suivre les exemples de la restauration, et vous, vous suivez les exemples de Louis-Philippe, ne le niez pas. Le maître en politique de nos gouvernants républicains, c'est le dernier roi; comme il faisait, ils font, et nos gens se disent entre eux : *Le vieux renard savait s'y prendre, il avait du bon.*

Or, sous sa majesté renarde, quand il y avait une petite loi d'amour à faire passer, on avait l'art d'en justifier la nécessité par une petite émeute. Cela s'appelait battre l'eau pour pêcher des votes. Puisque vous voulez, à ce qu'on affirme, ressusciter la loi contre les attroupements, peut-être un peu de désordre servirait-il de passeport à la loi. Peut-être alors ne vous êtes-vous avisé de vos sommations douces que pour provoquer des résistances. Ne criez pas à la calomnie. Si de votre part on suppose le mal plutôt que le bien, à qui la faute?

Comment voulez-vous que l'on croie à votre bonne foi? Lorsque sous la monarchie il y avait des émeutes, vous déclariez qu'un peuple tel que le nôtre ne s'agit pas sans motif et sans but; que toute émotion populaire accuse chez le pouvoir l'oubli de son devoir envers les masses ou son incapacité et son impuissance? Cela était admirablement dit. Et c'est vous aujourd'hui qui traitez la population de Paris comme un ramas de perturbateurs aveugles, de criards extravagants, parce qu'elle n'est pas en adoration devant vos actes?

Vieux conspirateur, il ne vous souvient plus de ce qui explique les mouvements séditieux ou tumultueux? Avouez qu'il est plaisant de voir un Catilina de 1830 faire le procès aux Gracques de 1848 et à leurs partisans!

Il ne vous souvient plus avec quelle verve vous flétrissiez le rôle de grand justicier de Louis-Philippe chez les hommes qui, avant les journées de juillet,

juraient haine à la royauté sur un poignard? Vous n'avez cessé de stigmatiser le cynisme de leur apostasie. Vous qui ne pouvez pas tolérer un rassemblement inoffensif après avoir été l'avocat de l'émeute et le complice de toutes les insurrections, vous faites ce qu'ont fait les anciens carbonari devenus ministres. Vous vous nommez Barthe.

Imaginez-vous par hasard que la France soit au comble de ses vœux parce que M. Ledru-Rollin est au Luxembourg et M. Marrast à l'Hôtel-de-Ville?... Braves travailleurs affamés, serrez-vous le ventre et faites silence. Attendez avec une patience infatigable ce que vous refusiez d'attendre le 24 février. Si vous ne jouissez pas encore des avantages de la République, vous pouvez apercevoir aux fenêtres de vos palais les faces radieuses des républicains qui vous invitent à ne pas les importuner de vos plaintes et de vos espérances. Puisqu'ils sont rassasiés, ne soyez pas insatiables, et retirez-vous en paix.

Eternelle histoire de tous les pouvoirs ineptes! Dès que les choses vont mal, ils s'en prennent toujours au peuple, jamais à eux-mêmes. Les commis du peuple font la sottise, et le peuple est le bouc émissaire!

Est-ce misérable vie de leur part ou tartufferie? Décidez.

En conscience, est-ce que ce sont les rassemblements populaires qui s'opposent à la reprise du travail? Non, c'est faute de travail que les ouvriers ont le loisir de se rassembler et le besoin de s'entretenir de leur cause.

Est-ce que ce sont les rassemblements populaires qui paralysent le commerce? Non, c'est parce que tout souffre, ouvriers et boutiquiers, que les ouvriers délibèrent sur le remède à cette calamité publique.

Qui donc est responsable de la situation? Est-ce le peuple qui ne gouverne pas, est-ce le pouvoir? Si c'est le pouvoir, le citoyen Marrast n'a-t-il pas sa part de la responsabilité? et c'est lui qui, après avoir concouru à créer un état déplorable, s'en vient comme un pédagogue infatigable admonester les travailleurs tout paternellement, avec les verges dans la manche... Eh! tâchez donc de vous rappeler vos articles du *National*, au lieu de publier une proclamation que vous avez trouvée toute faite dans les cartons de la monarchie!

Quel est le menteur?

Séance de l'Assemblée nationale.

Messieurs Portalis et Landrin, procureur-général et procureur adjoint au parquet de Paris, ont donné leurs démissions, parce que le ministère a voté contre l'autorisation de poursuivre le citoyen Louis Blanc, après avoir eu connaissance, disent-ils, de l'acte d'accusation.

— Moi, dit M. Crémieux, je n'en avais pas lu la première ligne, et j'ai voté selon ma conscience.

— Vous l'avez si bien lu, répliquent à la fois MM. Portalis et Landrin, que vous l'avez formellement approuvé.

— Et moi je vous donne un démenti formel... j'en ferais le serment, s'il le fallait, devant le grand-Rabbin.

Qui donc dit vrai entre le ministre de la justice et les deux magistrats? La chambre a décidé que c'était le ministre en passant à l'ordre du jour.

Nous n'ajoutons qu'un mot. Le citoyen Buchez a été destitué par la majorité de ses fonctions de président, et remplacé par M. Senart, le procureur général de Ronen; il ne manque plus que M. Thiers à la chambre.

Le toupet de Louis-Philippe.

Lorsque le vieux roi s'évada des Tuileries par une porte basse et s'échappa, grâce à la générosité du peuple, il avait perdu la tête. Rien d'étonnant s'il perdit aussi, non pas la couronne, mais ce qu'elle recouvrait, son toupet historique.

Un combattant des barricades avisa par terre ce qu'il avait souvent vu sur le chef royal, il reconnut le toupet, et le remit à l'Hôtel-de-Ville entre les mains du gouvernement provisoire.

Tous d'abord voulurent que ce trophée de la victoire fût brûlé en place de grève, comme le trône avait été réduit en cendres à la Bastille.

« Non, dit pourtant le plus gouvernemental de ce provisoire; une république peut avoir quelquefois besoin du toupet d'un roi qui, comme vous le savez, a commencé par être républicain ni plus ni moins que nous. »

Cette opinion parut profonde; mise en délibération, elle l'emporta à la majorité des voix.

En conséquence, ce toupet sous lequel s'étaient formées toutes les combinaisons machiavéliques d'un règne de dix-huit ans, fut serré; de même que l'on garde précieusement l'épée d'un ennemi vaincu.

Depuis ce jour, peu à peu, le toupet fatal est sorti de sa retraite, et les membres du gouvernement se le passent de tête en tête, à moins qu'ils ne fourrent toutes leurs têtes à la fois sous ce touffu gazon royal.

Le grand coupable des ateliers nationaux.

On ne l'a pas encore nommé, c'est le citoyen Marie.

On a accusé M. Emile Thomas de n'avoir pas su organiser un travail productif; que pouvait-on attendre d'un jeune homme de vingt-six ans qui s'était attribué le titre d'élève de l'Ecole centrale sans avoir jamais reçu le diplôme d'ingénieur civil? Il a fait selon ses forces et son savoir. Si l'on trouve aujourd'hui qu'un écolier n'était pas à sa place à la tête d'un maniement de cent mille hommes, pourquoi le citoyen Marie l'a-t-il expressément choisi?

En outre, à ce qu'il paraît, M. Emile Thomas manquait d'ordre dans sa comptabilité, et se donnait des airs de Satrape, au parc de Monceaux, avec ses quatorze voitures, tilbury, cabriolet, calèche, etc., et ses trente-huit chevaux qu'il a éreintés. Que voulez-vous? Lorsque nos hauts gouvernants se pavanaient comme les sultans de la République, un directeur pouvait bien faire aussi sa roue, en pacha à trois queues des ateliers nationaux. Pourquoi le citoyen Marie ne l'a-t-il pas surveillé?

Mais laissons-là Thomas qui nous intéresse médiocrement, et venons-en aux ouvriers.

Nos honnêtes bourgeois ne s'en consolent pas, les ateliers nationaux ont coûté 170,000 fr. par jour et n'ont rien produit; on les a volés. Et les voilà criant après ces brigands d'ouvriers... Supprimons les épithètes. Certes, ce gaspillage des écus et du temps est un malheur; mais pourquoi s'en prendre aux ouvriers qui n'avaient pas mission de concevoir le plan d'un travail profitable et de le faire exécuter? Les bourgeois veulent-ils être justes au lieu d'être entracés, qu'ils s'adressent au ministre des travaux publics d'alors, au citoyen Marie.

Oui, si le ministre avait assigné aux ouvriers une tâche grande et utile, vous les auriez vus déployer la vaillance du travailleur et son noble enthousiasme. Mais comment des ouvriers français auraient-ils mis de la conscience à remuer infructueusement des mottes de terre? On leur donnait une sottise, ils n'ont pas été assez sots pour y perdre leur peine, ou ils n'auraient été que des bêtes de somme.

Le grand coupable, c'est donc le citoyen Marie.

Les bonnes intentions ne suffisent pas, il faut être propre à la chose. On vous a mis un avocat aux travaux publics, le brave homme n'a rien fait, il a laissé faire, a donné des signatures, et a remué des papiers sans qu'il en sortît une idée, tout comme les ateliers nationaux qui ont tourné et retourné la terre sans qu'il en sortît un épi.

Si les ouvriers n'ont fait qu'un travail improductif, est-ce que ce ministre là est un producteur ?

Si les ouvriers n'ont pas mérité leur salaire, est-ce que le ministre a gagné le sien ?

Et cependant l'Assemblée constituante n'a pas cessé de dénigrer les ouvriers, tandis qu'elle a maintenu le ministre, membre du gouvernement provisoire, dans les rangs du nouveau directoire.

Nous terminons en rappelant à tous ces fonctionnaires qu'on jette dans la première fonction venue, pourvu qu'elle soit bonne, ce proverbe fort sensé : *chacun son métier et les vaches sont bien gardées.*

Est-ce que le gouvernement est un atelier national ?

Depuis le 24 février le gouvernement a noirci du papier à couvrir le champ de Mars, dit-on, de ses décrets, ses ordonnances, ses bulletins, plus la place de l'Hôtel-de-Ville.

Depuis le 4 mai, l'Assemblée constituante a ouvert les robinets de l'éloquence de façon à remplir tous les bassins des Tuileries de son eau claire.

Voilà de la parole et de l'écriture ; où sont les actes ?

Et tout cela ne se fait pas gratis, pour l'amour de Dieu ou du peuple. Les ministres sont payés exactement, nous ignorons ce que le directoire touche, mais il est magnifiquement logé et nourri aux frais de la République, et, par-dessus le marché, les membres de l'Assemblée nationale palpent bravement leurs vingt-cinq francs par jour, sans avoir seulement dix heures de travail.

Tout cela ressemble passablement à une grève en permanence.

Puisqu'on veut faire travailler les ouvriers des ateliers nationaux à la tâche et non à la journée, n'y aurait-il pas moyen de payer les fonctionnaires d'après leurs œuvres ? C'est d'en haut surtout que doivent venir les bons exemples.

Le pouvoir reproche au peuple la fainéantise et la démoralisation qui en est le triste résultat ; à son tour le peuple reproche au pouvoir cette oisiveté dégradante qui caractérisait l'administration de la royauté déchue.

Condition des classes laborieuses.

Suite et fin.

Poursuivons notre enquête. Nos optimistes ne se lassent pas de répéter que le sort des travailleurs est tolérable, et qu'il n'y a rien à changer. Voyons.

L'OUVRIER.

Dans chaque grand centre de production, les ouvriers ont leur quartier. Rues étroites, maisons hautes, vieilles bâtisses. La lumière et l'air circulent mal dans ces sales et laborieuses babylones ; le soleil ne les gratifie que de ses rayons obliques. Ici, trop souvent, des familles entières se pressent la nuit entre les mêmes murs. Qui ignore la fermentation putride, au physique et au moral, de ces chairs humaines encaquées ? Qui ignore les maladies endémiques de ces paroisses de la misère, quelquefois au milieu de cités salubres ? Quand le choléra décime ailleurs, ici il extermine.

Telle est la région où végète et s'étirole une race blafarde qui s'éteindrait vite, si, de temps à autre, elle ne se greffait sur les souches plus drues et plus saines de la campagne.

Comment ce peuple est-il sustenté ? Il y a pour lui, de notoriété publique, des viandes de rebut, des liqueurs falsifiées ; sa vigueur est sa fortune unique, elle est la ressource de notre société, et souvent, loin de la restaurer, le repas la délabre.

Le pain est son aliment le meilleur. Aussi, quand la moisson fait défaut, par miséricorde autant que par prudence, les municipalités dégrèvent le prix du pain en sa faveur jusqu'aux approches de la saison nouvelle. C'est un supplément de plusieurs millions ajouté au salaire, rien que pour le pain. Mais un objet de première nécessité ne peut enchérir que tout n'enchérisse à la fois, et, durant ces temps calamiteux, la plus grande partie subit la loi des maîtres, se loue au

rabais. Une seule année de cherté dévore ses économies et l'endette.

Qui dira la tribulation la plus affreuse de l'ouvrier. L'incertitude du salaire ?

Tantôt le salaire baisse, les bras abondent en bas ou les capitaux se resserrent en haut, c'est déjà triste. Tantôt le salaire manque. L'atelier s'est fermé ou la fabrication s'est réduite. Plus d'ouvrage et il faut la ration de chaque jour, il faut le terme prochain ou arriéré ; le propriétaire et le boulanger, en fin de compte, veulent être payés. Temps de deuil ! La continuité d'une existence de fatigue et de macérations était une véritable fête.

De l'ouvrage à cet homme ! Il sort, court et cherche. Cet homme a des bras et du courage, il ne veut pas mourir de faim ; qu'il cherche ! En attendant qu'il ait trouvé, les objets de ménage ou de toilette dont la femme avait pieusement dérobé le prix au montant de chaque journée, tout cela va peu à peu, jusqu'à l'alliance du mariage, dans les dépôts du Mont-de-Piété, de ce juif d'institution chrétienne ! Que la maladie survienne, le pire ce n'est pas la souffrance, c'est la prolongation du chômage. Grâce à Dieu, les hôpitaux sont là ; pourvu qu'en sortant il ne fasse pas grève, autrement à quoi bon guérir ?

De l'ouvrage, c'est le cri de ce peuple... Des ouvriers se condamnent sciemment à tel genre d'industrie qui, d'heure en heure, met dans leurs poignets une dose déterminée d'une substance délétère, laquelle, au bout d'un temps fixé, occasionnera une affection dont tous les accidents sont décrits et la terminaison pronostiquée. C'est la lente perpétration d'un suicide, à tant la journée. Ces industries ne sont jamais désertées.

Le pain pour soi, pour ses enfants, pour ses femmes, cela se perçoit ou s'arrache avec une féroce qui n'a pas horreur de l'homicide. On connaît les rixes des compagnons se disputant la besogne d'une ville ou d'un chantier. Il arrive même que des populations entières, malgré leurs habitudes sédentaires et pacifiques, descendent en armes sur la place, et l'on sait avec quel fanatisme du droit à vivre de leur travail elles affrontent, sans broncher, la mousqueterie et la mitraille. Le salaire à ses guerres civiles.

COMPARAISON DE L'OUVRIER ET DU PAYSAN.

L'incertitude du salaire est ce qui concourt à différencier profondément l'ouvrier des villes de l'ouvrier des campagnes. Clui-ci a l'humble et ferme résignation d'un moine, celui-là l'impétuosité et la bravoure du soldat en campagne. D'un côté une existence pénible sans aventures, la pauvreté ; de l'autre une existence traversée et mobile, la misère.

Retiré dans un stoïque isolement, le paysan arrive à un égoïsme intraitable ; il thésaurise des liards et rumine lentement ses rancunes. L'ouvrier, sollicité aux relations de la sociabilité, a le besoin de dépenser, et arrive aux écarts ou au tumulte.

Etranger à tout ce qui n'est pas lui ou la terre, le paysan s'isole à de longs intervalles, il lit l'Almanach ; mais quand il saisit sa fourche, il est sans pitié. L'ouvrier a moins de féroce que de turbulence ; il lit journaux et livres, et son destin est tellement lié aux incidents de la vie politique qu'il est toujours à la fenêtre, souvent dans les rues.

SORT DES ENFANTS.

Peuple immense où l'indigence s'échelonne jusqu'au degré le plus infime, c'est dans ses enfants surtout qu'il se sent avili et blessé aux entrailles.

Heureux le paysan si l'on oppose son sort à celui de l'ouvrier ! Les nouveaux-nés des campagnes boivent le lait de la mère, sans mixture ; dans plus d'une ville, pour ne pas perdre une journée de la manufacture, des mères gorgent leurs nourrissons le matin, en ajoutant quelques gouttes de laudanum qui les assoupissent léthargiquement jusqu'au soir. C'est la main maternelle qui administre le poison, comme si dès le berceau le travailleur devait connaître au fond de sa boisson la fraude et la drogue !

Aux champs, les enfants ne concourent à la tâche de la famille que selon la mesure de leurs forces et dans un air libre. A la ville, pour subvenir à leurs parents en gagnant une miette du pain qu'ils reçoivent, les enfants sont engrenés dans le travail exigeant et rapide des ateliers, leur agilité se tord à en suivre les mouvements, leur joyeuse liberté est dans une cage où ils tournent à perte d'haleine, si bien que la vigilance publique a dû intervenir pour fixer la durée de leur exercice.

Cruelle réquisition de la force humaine encore chétive ! Elle avorte au moment de croître, et cet appren-

tissage précoce fait les virilités débiles ou la mortalité prématurée. Avant que la génération ouvrière monte en épi, le travail y passe inexorablement et fauche dans le vert.

Voyez aussi comme la race humaine est loin du type normal de la vigueur et de la santé ! Questionnez les médecins qui tous les ans inspectent les 80,000 conscrits que la loi appelle sous les drapeaux, Beau-coup, parmi ceux-là, sont les fils légitimes d'une population qui a engendré dans la misère, après avoir été conçue dans le dénuement ! Leurs traits et leurs membres perpétuent le blason lamentable ou grotesque de leur généalogie ; le tatouage indélébile du prolétaire y reste.

PLUS DE PAUPÉRISME.

Et cela serait éternel ? Mais la pauvreté, c'est l'ignorance ; mais l'ignorance et la pauvreté, c'est la dégradation morale. La déchéance de la masse des hommes dans leur esprit, dans leur corps, dans leur âme, serait un dessein de la Providence ? Par respect pour la bonté divine, on ne peut plus croire à l'enfer, et l'on croirait à l'éternité du paupérisme ? Non, ce n'est pas le décret de Dieu, car ce n'est pas la voix du peuple.

Si le peuple acceptait sa condition présente, il aurait l'abnégation du martyr ou la passivité de la brute.

Il est homme, c'est dire qu'il fuit le mal, les ténèbres, la douleur, et cherche la lumière, le bien, la joie.

Lorsqu'aujourd'hui il fait son dimanche ou son lundi, il ne festine que des jeunes de la semaine précédente ou de celle qui suit. Il croit à un sabbat qui n'écartera pas le nécessaire de chaque jour ; il croit à un pain quotidien pour ses enfants, pour lui, pour ses vieillards.

Et qu'il lui tarde de changer ses vêtements sales ou rapiécés contre du linge propre, des habits décents, de voir sa femme et sa fille plus jolies, étant mieux parées ! Il ne croit pas à la transmissibilité de la guenille.

Si le bruit du plaisir parvient jusqu'à lui, son œil pétille, son cœur danse, les heures du délassement lui seraient si douces ! Il croit au bonheur.

A ses yeux rien n'est maudit, ni la terre ni les hommes. Il a mis dans cette terre trop de sang, de sueurs, de larmes, trop de sa divine essence pour qu'un jour elle ne lui rende pas sa semence au dé-cuple. Il croit qu'avec ses bras il en ferait un paradis terrestre, pourvu qu'il fut aidé.

Et pourquoi ne le serait-il pas ? L'homme est-il ennemi de l'homme ? Il croit invinciblement à la fraternité, il y croit en martyr.

C'est pourquoi il tend les mains aux bourgeois ; que les bourgeois le veuillent ou non, il veut être leur frère. Cadet misérable mais laborieux de la famille, il vient se réconcilier avec l'enfant prodigue qui a joui de tous les avantages de la maison, demandant à accroître la richesse du fonds patrimonial, de telle sorte qu'il en ait sa part sans en priver l'enfant prodigue, s'il travaille. Que le peuple soit ferme, qui pourra le lui refuser ?

Victoire des Italiens.

Battons des mains, Français ; applaudissons aux succès de nos frères d'Italie.

La place de Peschiera a été prise sur les oppresseurs de la Lombardie, et un corps de vingt-cinq mille Autrichiens a été mis en déroute par la brave armée piémontaise.

Et pendant que l'Autriche perd le terrain en Italie, l'empereur est presque obligé de laisser tomber sa couronne devant l'héroïsme généreux de Vienne.

Ayons bon espoir ! Tout le vieux passé s'écroule en Europe, et la France saura bien, s'il le fallait, mettre à la raison les petits Metternich de la République.

Oui, battons des mains à nos braves frères d'Italie. Tous les peuples se donnent aujourd'hui la main, quand l'un d'eux est vainqueur, l'autre remporte la victoire. C'est déjà la sainte alliance des peuples par la guerre, en attendant qu'elle se réalise par la paix universelle.

Le Gérant, Emile BARRAULT.

PARIS. — Imprimerie de Lacour, rue St-Hyacinthe-St-Michel, 22.